

L'Alliance Internationale des Habitants alerte l'opinion publique Internationale sur la crise humanitaire dans laquelle se trouvent enfoncés aujourd'hui les peuples d'Amazonie du Pérou.

Le vendredi 5 juin 2009, un contingent de la police militaire fortement armé, accompagné de personnel spécialisé des Forces Armées, a ouvert le feu contre mille habitants indigènes qui protestaient à Bagua, au nord - est du pays, ils exigent la dérogatoire d'une série de lois approuvées par le gouvernement pour les dépouiller de leurs terres au bénéfice de transnationales qui cherchent à s'approprier l'Amazonie.

Le bilan humain fait état pour l'instant d'au moins 25 manifestants tués ainsi que deux journalistes qui couvraient la nouvelle et 11 policiers tués. Actuellement mille autres indigènes siègent dans les installations de Petroperú dans la même zone où ils sont entourés par un important dispositif policier. Ils menacent de faire voler en éclat l'usine si les forces de l'ordre tentent d'entrer par la force. Enfin, 23 policiers ont été pris en otage par la population enflammée et ont été transférés à la montagne. Au milieu de la confusion, les locaux publics ont été incendiés et un couvre-feu a été décrété. Profitant de l'obscurité de la nuit les corps des manifestants morts ont été lancés au fleuve depuis les hélicoptères qui ont tiré depuis les airs toute la journée.

Nous appelons les organisations de DDHH au niveau international, aux Mouvements Sociaux et les Réseaux Altermondialistes, aux Moyens de Communication, aux Gouvernements Locaux et Progressistes d'exiger au Gouvernement du Pérou de respecter les droits de cette population, et dans le même temps de responsabiliser directement les autorités du gouvernement central des événements affligeants qui se sont déroulés le vendredi 5 juin et ceux qui pourraient survenir dans les jours suivants.

a) Parce que l'attaque massive à la population inermes, qui en plus d'être maladroite, constitue en elle-même un crime, a enflammé encore plus les esprits de la population et a conduit à une situation échappant à tout contrôle.

b) Parce que cette situation se voyait venir : les peuples amazoniens luttent depuis 4 mois et ont tenté par tous les moyens de dialoguer avec les autorités recevant comme toute réponse un traitement raciste et discriminatoire, tout-puissant et abusif.

c) Parce qu'en faisant la sourde oreille à la raison et au bon sens, le gouvernement insiste lourdement sur la non abolition des lois inconstitutionnelles et qui ont été faites pour favoriser les grands intérêts économiques, comme l'a pu constater la Défense du Peuple et d'autres importants organismes publics et privés.

Nous demandons le retrait immédiat des forces répressives de la zone en conflit, la rupture du siège que tient l'armée contre la population indigène, la remise des cadavres des civils à leurs familles, l'arrêt de la persécution politique des leaders du mouvement amazonien, tout particulièrement de Alberto Pizango, leader de AIDSESEP; les démissions immédiates du Premier Ministre, de la Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Défense; l'ouverture d'une investigation indépendante qui permette de vérifier ce qui s'est passé; la réouverture du dialogue et de la dérogatoire immédiate des lois qui attentent contre la propriété et les droits des peuples de l'Amazonie péruvienne.

Nous faisons un appel aux personnes de bonne volonté, aux organisations sociales, aux institutions de la société civile, aux gouvernements locaux et régionaux démocratiques pour rassembler les efforts et afin de réaliser une campagne internationale solidaire contre le génocide du peuple d'Amazonie du Pérou. C'est pourquoi l'AIH soutient la constitution d'un comité international de solidarité qui sera en contact direct et permanent avec les peuples affectés.

Cesare Ottolini
Coordinateur Mondial AIH

Pedro Franco
Coordinateur de l'AIH pour l'Amérique Latine

6 juin, 2009.

Contact: Paul Maquet Makedonski – paulmakedonski@yahoo.fr